

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

Unité territoriale: Saône-et-Loire		Subdivision de Mâcon	
<p>Nom des inspecteurs : Joanne DESREUMAUX</p> <p>Date de la lettre d'annonce de l'inspection : 17 avril 2015 Date de l'inspection : 21 mai 2015</p> <p>Type d'inspection : <input checked="" type="checkbox"/> approfondie ou <input type="checkbox"/> courante ou <input type="checkbox"/> ponctuelle</p> <p> <input type="checkbox"/> inopinée ou <input checked="" type="checkbox"/> annoncée</p> <p> <input checked="" type="checkbox"/> planifiée ou <input type="checkbox"/> circonstancielle</p>			
<p>Motif de la planification :</p> <p>Programme annuel des inspections de la Saône-et-Loire</p>			
<p>Société : PHILICOT</p> <p>Commune : CHAGNY</p> <p>Activité : Fabrication d'aliments pour bétail</p>		<p>Régime de classement : A</p> <p>Priorité : A enjeux</p>	
<p>Liste des installations inspectées :</p> <p>Ensemble du site</p> <p>Thèmes : rejets atmosphériques , eau, bruit et prévention des risques technologiques</p> <p>Référentiel de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 mai 2010 ; - Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22 juin 1999 modifié par l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2012 ; - Arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (article 57). 			
<p>Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - M. NICOT Émile : Président ; - Mme PERRIN Margot : Responsable industriel (arrivée en décembre 2014) ; - M. KOLIC David : Assistant qualité. 			
<p>Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :</p> <p>L'ensemble des constatations figure dans le tableau des constats.</p> <p>Les non-conformités relevées sont les suivantes :</p> <p><u>Eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - au niveau du poste de déchargement des liquides, la cuvette de rétention associée à la mélasse de betterave et au viprotal était remplie de produits (article 12.2) ; - les derniers résultats disponibles (analyses réalisées le 27 octobre 2011 sur le rejet R1/P1 : eaux pluviales) montrent un dépassement de la concentration en MES (150 mg/l mesuré, article 14.3). Un tel dépassement avait déjà été constaté lors de la dernière visite d'inspection ; - le plan des réseaux d'eaux en date du 28/01/10 n'est pas à jour et ne reprend pas l'ensemble des informations demandées (article 16). 			

Rejets atmosphériques

- les derniers résultats disponibles (analyses réalisées le 04/10/11) montrent des vitesses d'éjection des gaz (rejets du refroidisseur de la presse P1 : 3,2 m/s et rejets du refroidisseur de la presse P2 : 3 m/s) inférieures à la vitesse minimale requise à l'article 57 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;
- les mesures sur les rejets atmosphériques ne sont pas réalisées avec une périodicité annuelle (article 20).

Suites envisagées :

- Lettre à l'exploitant

Liste des documents établis suite à la visite :

- Tableau des constats
- Lettre à l'exploitant

Dijon, le 15 juin 2015

Rédacteur :

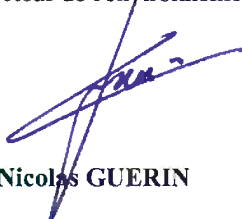
L'inspecteur de l'environnement



Joanne DESREUMAUX

Vérificateur :

L'inspecteur de l'environnement



Nicolas GUERIN

Approbateur :

Le responsable de l'unité territoriale
de Saône-et-Loire



Patrice CHEMIN

SOCIETE PHILICOT à CHAGNY
VISITE D'INSPECTION DU 21 MAI 2015
TABLEAU DES CONSTATS

Texte réglementaire de référence :

- arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 mai 2010
- arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22 juin 1999 modifié par l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2012

Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 27 mai 2010 au regard de :
 • (1) l'arrêté ministériel du 28 décembre 2007 ;
 • (2) de l'arrêté préfectoral du 22 juin 1999

Art.	Point vérifié	Nature du Constat	Observations
4.1 (1)	<p><u>Sécurité – Définition des zones de danger</u></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie, explosion) pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les aires de manipulation, manutention et stockage des produits font partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des installations indiquant ces différentes zones.</p>	Conforme	Les zones de l'installation présentant un risque particulier (incendie, atmosphères explosives,...) sont signalées (présence de panneaux).
32.4 (2)	<p><u>Sécurité – Plan d'intervention</u></p> <p>L'exploitant établit, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.</p>	Conforme	Les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours sont décrits dans le plan d'intervention mis à jour le 11/05/15.

Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 22 juin 1999 modifié

Art.	Point vérifié	Nature du Constat	Observations									
Prévention de la pollution des eaux												
11.1	<u>Limitation des consommations d'eau</u> Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs. Ils sont relevés mensuellement et les résultats sont portés sur un registre tenu disposition de l'inspection des installations classées.	Absence de remarque	Le compteur d'eau qui alimente l'établissement est relevé mensuellement. Les résultats sont reportés sur un registre.									
11.3	<u>Points de rejet – Identification</u> Les points de rejet d'eaux de toute nature dans le milieu récepteur sont au nombre de 2. Ils sont définis comme suit : <table><tr><th>Désignation du rejet</th><th>Nature des eaux ou des effluents</th><th>Désignation du milieu récepteur</th></tr><tr><td>R1 et P1</td><td>Eaux pluviales</td><td>Bief</td></tr><tr><td>R2 et P2</td><td>Eaux pluviales</td><td>Bief</td></tr></table>	Désignation du rejet	Nature des eaux ou des effluents	Désignation du milieu récepteur	R1 et P1	Eaux pluviales	Bief	R2 et P2	Eaux pluviales	Bief	Remarque	<p>La majeure partie des eaux pluviales et de ruissellement de l'établissement est rejetée au niveau du point R1/P1.</p> <p>Avant rejet, ces eaux passent par un séparateur d'hydrocarbures installé en 2010.</p> <p>Le séparateur d'hydrocarbures ne fait pas l'objet d'un nettoyage régulier, a minima tous les ans (non réalisé en 2013 et en 2014).</p> <p>Par ailleurs, l'inspecteur de l'environnement a consulté le Bordereau de Suivi des Déchets élaboré lors de l'opération de nettoyage réalisée le 06/05/15. Le bordereau était quasiment illisible et nécessitait d'être complété sur la partie « installation d'élimination ».</p> <p>Le bordereau complété et lisible est à transmettre, dans les plus brefs délais, à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le reste des eaux pluviales et de ruissellement est rejeté au niveau du point R2/P2 (équipé d'un séparateur d'hydrocarbures) qui collecte également une partie des eaux de pluviales de l'entreprise Minoterie Joseph Nicot qui jouxte l'établissement.</p>
Désignation du rejet	Nature des eaux ou des effluents	Désignation du milieu récepteur										
R1 et P1	Eaux pluviales	Bief										
R2 et P2	Eaux pluviales	Bief										

12.2	<p><u>Stockages de produits liquides</u></p> <p>L'exploitant prend toutes dispositions pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> assurer la vacuité des cuvettes de rétention. 	Non conforme	<p>Au niveau du poste de déchargement des liquides, la cuvette de rétention associée à la mélasse de betterave et au viprotal était remplie de produits.</p> <p>Par ailleurs, cette zone (transfert des produits) nécessite d'être aménagée (une rigole permettant l'évacuation des eaux pluviales est située juste à côté).</p>								
14.1	<p><u>Consommation</u></p> <p>La consommation est limitée en volume à 2 000m³/an</p>	Absence de remarque	<p>La consommation pour l'année 2013 s'élève à 933 m³.</p>								
14.3	<p><u>Rejets</u></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :</p> <table border="1"> <tr> <td>DCO</td><td>MES</td><td>DBO5</td><td>Hydrocarbures</td></tr> <tr> <td>< 125 mg/l</td><td>< 50 mg/l</td><td>< 25 mg/l</td><td>< 5 mg/l</td></tr> </table>	DCO	MES	DBO5	Hydrocarbures	< 125 mg/l	< 50 mg/l	< 25 mg/l	< 5 mg/l	Non-conforme	<p>Les derniers résultats disponibles (analyses réalisées le 27 octobre 2011 sur le rejet R1/P1) montrent un dépassement de la concentration en MES (150 mg/l). Un tel dépassement avait déjà été constaté lors de la dernière visite d'inspection.</p> <p>Aucune autre analyse n'a été réalisée depuis cette date.</p> <p>Compte tenu de ces dépassements, l'exploitant est invité à effectuer des mesures annuelles sur le rejet R1/P1. Les résultats des mesures qui seront réalisées en 2015 sont à communiquer à l'inspection des installations classées.</p>
DCO	MES	DBO5	Hydrocarbures								
< 125 mg/l	< 50 mg/l	< 25 mg/l	< 5 mg/l								
16	<p><u>Enregistrement</u></p> <p>Les documents visés à l'article 9 du présent arrêté, au titre de la prévention de la pollution des eaux, sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> plans de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux tenus à jour et datés, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à la compréhension. 	Non-conforme	<p>Le plan en date du 28/01/10 n'est pas à jour et ne reprend pas l'ensemble des informations demandées.</p>								

Prévention de la pollution atmosphérique

19.3

Installations autres que les installations de combustion

Identification du rejet	Paramètre à contrôler	Valeurs limites		
		Débit maximal (m³/h)	Concentration (mg/Nm³)	Flux instantané (g/h)
Refroidisseur de la presse P1	Poussières	7 000	15	105
Refroidisseur de la presse P2		7 000		105
Refroidisseur de la presse P3		6 500		130
Broyeur		3 500	70	
Aspiration bennes poseuses, verse en sac, nettoyage		500	10	
Aspiration de la fosse de réception		24 000	720	

20

Contrôle et suivi des rejets

L'exploitant procède, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures et de prélèvements représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées.

Les mesures portent sur les rejets de poussières des points d'émission listés à l'article 19.3 et sont effectués annuellement.

Non conforme

Les mesures sur les rejets atmosphériques ne sont pas réalisées avec une périodicité annuelle.

La dernière mesure a été réalisée le 04/10/11 au niveau des deux points de rejet réglementés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation (avant les modifications introduites par arrêté préfectoral complémentaire en date du 20/12/12).

Les deux points de rejet correspondent aux rejets du refroidisseur de la presse P1 et aux rejets du refroidisseur de la presse P2.

Prévention de la lutte contre le bruit

22.2

Niveaux acoustiques admissibles

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :

Zones concernées	Niveau limite en dB(A) de 7h à 20h sauf dimanches et jours fériés	Niveau limite en dB(A) de 20h à 7h ainsi que dimanches et jours fériés
Points n°1, 3 et 4	65	55
Point n°2	65	60

Observation

La campagne qui sera réalisée en 2015 (cf. ci-dessous) permettra d'apprécier le respect des valeurs limites modifiées par arrêté préfectoral complémentaire du 20/12/12.

Par ailleurs, l'inspecteur de l'environnement a noté que des silencieux ont été installés, à l'été 2012, sur les deux ventilateurs situés en haut du bâtiment de production

22.3	<p><u>Contrôles périodiques</u></p> <p>L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les cinq ans, à une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect limitatif d'urgence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations.</p>	Remarque	<p>L'inspecteur de l'environnement a rappelé à l'exploitant la nécessité de réaliser une campagne de mesures en 2015.</p>
Sécurité			
32.5	<p><u>Moyens matériels</u></p> <p>L'établissement doit être doté au moins de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 20 extincteurs répartis de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none"> bâtiment n°27 : 1 bâtiment n°30 : 1 bâtiment n°32 : 9 bâtiment n°33 : 2 bâtiment n°34 : 2 bâtiment n°35 : 5 dont un de 50 litres sur roue • une colonne sèche dans le bâtiment 35 • un réseau de détection incendie dans le nouveau bâtiment • un poteau d'incendie armé • deux points aménagés pour le pompage dans le bief. <p>L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.</p>	Remarque	<p>Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan avec les numéros des bâtiments correspondants.</p> <p>L'inspecteur de l'environnement n'a donc pas été en mesure de vérifier si la prescription portant sur le nombre d'extincteurs requis dans chaque bâtiment était respectée.</p> <p>En revanche, l'inspecteur des installations classées a consulté le dernier rapport de vérification des extincteurs (intervention de la société SICLI le 23/12/14) qui mentionne la présence au sein de l'établissement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 7 extincteurs CO2 / 2 ; • 12 extincteurs CO2 / 5 ; • 1 extincteur Eau / 6 ; • 23 extincteurs Eau / 9 ; • 4 extincteurs Poudre / 6 ; • 22 extincteurs Poudre / 22 ; • 1 extincteur Poudre / 50.

